

New tax break for Germans returning Nazi-looted art

JANICE ARNOLD

jarnold@thecjn.ca

German citizens who restitute artworks despoiled by the Nazis from Max Stern can now receive a tax receipt recognized by the German government.

Effective as of the beginning of 2017, receipts for the full current market value of the art may be issued by the German Friends of the Hebrew University of Jerusalem to individuals who relinquish works claimed by the Max Stern Art Restitution Project, which is managed by Concordia University.

This arrangement, worked out between the Stern estate and German authorities, has been in the making for several years and is believed to be unprecedented in the world.

The goal is to pragmatically address the vexing problem of finally seeing justice done for the rightful heirs of Nazi-looted cultural property, said Clarence Epstein, Concordia's senior director of urban and cultural affairs, who has overseen the not-for-profit Stern project since its launch in 2002.

The tax break was conceived by the pro-



Two paintings were restituted to the Max and Iris Stern Foundation in a ceremony at the Canadian Embassy in Berlin last month. From left are Günter Stock, president of the German Friends of the Hebrew University; Ambassador Marie Gervais Vidricaire; Canadian Heritage Minister Mélanie Joly; Clarence Epstein; and Susanne Anna, director of the Landeshauptstadt Düsseldorf Stadtmuseum. TREVOR GOOD PHOTO

ject as an incentive for Germans who, after the Nazi period and in good faith, unwittingly acquired art that was plundered from Stern or subject to forced sale.

Epstein calls it "a fair and just solution"

that will "soften the blow" of those giving up Stern art, a loss that may be many thousands of dollars.

The German Friends, a Berlin-based charity, will accept works on behalf of the

Max and Iris Stern Foundation and offer receipts for the donation.

Before World War II, the Jewish Stern owned an art gallery in Düsseldorf and had amassed a valuable collection.

The heirs of his looted art are, according to his wishes, Hebrew University, Concordia and McGill University. Stern, who for decades owned the landmark Dominion Gallery on Sherbrooke Street, died in 1987. He and his wife had no children.

Extending tax relief is recognition that today's possessors – as the project refers to them, rather than owners – typically do not know that the art has a tainted history, said Epstein.

Seven of the 15 paintings the project has recovered were found in Germany, all but two from individuals. The latest are two Dutch Old Master paintings that were handed over in a ceremony at the Canadian embassy in Berlin in December.

It is believed the preponderance of the Stern art is in Germany, with some of it circulating on the art market. However, the project has only located about 10 per cent of the hundreds of works that are still unrecovered.

CONTINUED ON PAGE 16

GENERATIONS Fund

THEY SEE TUG-OF-WAR. YOU SEE

Jewish overnight camp is a chance for kids to explore who they are and who they want to become—all while having the time of their lives. We are committed to making Jewish overnight camp experiences accessible to more children in our community.

UP TO \$1,000 OFF



FIRST-TIME CAMPERS

are eligible for the One Happy Camper grant.



RETURNING CAMPERS

could be eligible for multi-year CAMPS Access grants.

APPLY NOW generationsfund.ca

FEDERATION CJA'S GENERATIONS FUND CAMP INITIATIVE IS MADE POSSIBLE BY

en parrainant et en organisant le 15 janvier à Paris une Conférence internationale sur le Proche-Orient, sans la participation des Israéliens et des Palestiniens, bien qu'ils aient été conviés officiellement, la France a de nouveau "trahi" Israël, lance tout à trac en entrevue depuis Jérusalem le Colonel de réserve de *Tsahal*, Olivier Rafowicz, ancien porte-parole de l'Armée israélienne auprès de la presse internationale durant la seconde *Intifada* palestinienne et la seconde guerre du Liban et aujourd'hui analyste politique sur la chaîne d'information continue franco-israélienne *I24 News*.

"Cette Conférence internationale, à laquelle participeront 70 pays, prendra les allures d'un "Tribunal" qui n'aura qu'une seule obsession: condamner Israël et contraindre le gouvernement de Jérusalem à faire d'énormes concessions aux Palestiniens en échange de strictement rien. Les buts de cette Conférence: diviser Jérusalem; entériner officiellement la résolution 2334 adoptée le 23 décembre dernier -un soir de *Shabbat*- par le Conseil de sécurité de l'ONU, condamnant la construction par Israël de nouveaux logements à Jérusalem et en Judée-Samarie... Chose certaine: cette Conférence, qui est très dangereuse pour la sécurité dans la région, veut imposer à Israël des résolutions inéquitable qui ne pourront pas être mises en œuvre dans le contexte acrimonieux qui sévit actuellement au Proche-Orient", estime Olivier Rafowicz.

Cette Conférence internationale sur le Proche-Orient, organisée à l'initiative de la France, ajoute-t-il, va "exacerber la haine à l'endroit d'Israël" et "donner du



Olivier Rafowicz

carburant aux terroristes palestiniens qui auront le vent en poupe après cette Conférence de la honte".

D'après Olivier Rafowicz, la Conférence de Paris sur le Proche-Orient n'est qu'une "grande tromperie" visant à "clouer au pilori Israël" et à "affranchir les gouvernants palestiniens de leurs responsabilités internationales".

Le 15 janvier, Olivier Rafowicz a organisé une manifestation devant l'Ambassade de France à Tel-Aviv pour protester contre la tenue de cette Conférence internationale qui s'est fixé comme principal objectif de "sauver la solution des deux États".

"Il y a aujourd'hui au Moyen-Orient et dans d'autres endroits du monde d'autres problèmes plus graves que le contentieux entre Israël et les Palestiniens. Avant de s'occuper d'Israël et des Palestiniens, la France devrait plutôt s'atteler à attaquer de front ses nombreux problèmes nationaux", dit Olivier Rafowicz.

D'après cet ex-directeur de l'Agence *Juive*, la "campagne de dénigrement" menée actuellement contre le Premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahu,

démocratie israélienne".
"Ceux qui veulent absolument s'en prendre à Benyamin Netanyahu en Israël ou à l'extérieur du pays pensent avoir la science infuse pour trouver la solution aux problèmes d'Israël. La gauche israélienne n'a pas non plus une solution viable à proposer. À l'instar des autres nations démocratiques occidentales, Israël est aussi confronté quotidiennement au grand fléau du XXIe siècle: la violence de l'intégrisme islamiste."

Les Israéliens, poursuit Olivier Rafowicz, n'ont pas le droit de commettre une seule erreur au chapitre de leur sécurité nationale, vitale pour leur survie.

"Les négociations avec les Palestiniens, c'est très bien. Les compromis, c'est très bien aussi. Mais si les garanties inhérentes à tout compromis ne sont pas satisfaisantes pour Israël, peu importe le gouvernement au pouvoir à Jérusalem, celui-ci ne doit d'aucune manière conclure un traité de paix creux qui ne sera jamais implémenté. L'échec des accords israélo-palestiniens d'Oslo est la concrétisation patente de ce sombre scénario politique. C'est pourquoi les Israéliens doivent être très prudents."

D'après Olivier Rafowicz, la question des "implantations" israéliennes à Jérusalem et en Judée-Samarie n'est qu'un "exutoire" ressassé par les Palestiniens et certains pays occidentaux, notamment européens, pour forcer Israël à faire des concessions majeures aux Palestiniens.

"Est-ce que vous croyez sincèrement que l'accélération de la construction de nouveaux logements en Judée-Samarie et à Jérusalem est le vrai problème? En 2005, Israël s'est retiré unilatéralement de Gaza. Qu'est-ce qu'il a reçu en contrepartie? Des

milliers de roquettes. En 2000, Israël a aussi retiré unilatéralement du Sud ban, avec l'aval du Conseil de sécurité l'ONU. Qu'a-t-il reçu en échange? Des guerres au Liban. Aujourd'hui, les Palestiniens sont plus radicalisés que jamais. Ils nous prouvent chaque jour qu'ils nous refusent le moindre compromis avec Israël. Ce n'est pas parce que tu donnes que tu reçois la paix en échange. Jusqu'ici, les Israéliens n'ont reçu en contrepartie que des salves de roquettes destructrices des coups de couteaux très meurtriers."

Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, la droite israélienne la plus radicale, qui constitue une frange importante de la coalition gouvernementale dirigée actuellement par Benyamin Netanyahu, jubile.

Olivier Rafowicz ne partage pas du tout cet engouement.

"Il n'y a pas le moindre doute que la politique moyen-orientale de Donald Trump sera plus favorable à Israël que celle qui a été menée par son prédécesseur, Barack Obama, pendant huit ans. Mais considérer Donald Trump comme un "Messie politique", c'est un grand leurre. Ce n'est pas à nous, Israéliens, de dire au nouveau président démocratiquement élu des États-Unis comment faire et quoi faire. C'est une très grave erreur. La seule chose qui doit nous rassurer c'est que dans la vision politique défendue par Donald Trump un terroriste est un terroriste, un islamiste est un islamiste, un assassin islamiste n'est pas un déséquilibré ou quelqu'un qui a des problèmes sociaux... Les Israéliens et les Américains mènent la même guerre contre le même ennemi: les islamistes intégristes. Sur ce plan-là, Israéliens et Américains continueront à parler le même langage." ■

German auction houses working to return Nazi-looted works

CONTINUED FROM PAGE 13

So far no receipts have been issued or sought, said Epstein, but he said the project will be making a number of claims in Germany this year and the incentive may have an effect on their outcome.

The offer is not retroactive.

Although discussions between the estate and German government dragged on, Epstein said the delay was not due to opposition but rather to "administrative and bureaucratic" considerations in restructuring the tax code.

No one has apparently objected that this arrangement could compensate people who did not conduct due diligence before acquiring the art. All the known Stern art is listed with the Art Loss Register, an inter-

national database, and other resources.

It's unclear whether those who inherited works from people who obtained them knowing they were Nazi-looted could benefit.

Stern lost an estimated 400 paintings during the Nazi era. More than 200 of them were liquidated under duress at the Lempertz auction house in Cologne in 1937. It's believed that Stern did not receive anything from the sale, where prices were well below worth. Shortly after, he fled to Paris and then London.

The Stern project is unique in the world in its scope and relentless pursuit involving international collaboration with researchers, art trade professionals, and, increasingly, law enforcement agencies,

such as Interpol, and those in Germany, the United States and Canada.

Interpol recently placed every painting in the catalogue of the 1937 Lempertz catalogue on its database.

"The project's aim is not monetary, but rather moral and educational," Epstein said - that is, furthering understanding that restitution is just. The Stern story, which otherwise might have been forgotten, humanizes a massive crime against mainly Jews that is largely unresolved after more than 70 years.

Fifteen years on, tracking down and recovering Stern art remains a challenge. Germany's 30-year statute of limitations on stolen property doesn't make exceptions for Nazi-spoliated art, meaning such

works can be held or sold legally.

Proving a claim, especially on a work that has changed hands several times, is difficult, as paper trails back to the 1930s or 1940s can't always be found, Epstein said.

What has improved with time is the attitude of German auction houses. They increasingly recognize their responsibility to verify the histories of the art consigned to them and are more co-operative with the Stern project, Epstein said. Three different auctioneers this past year worked with the project in facilitating restitutions.

"It's more and more common practice for them to check provenance," he said. "That was not the case as recently as 10 years ago... There is more awareness that Germany is a crime scene." ■